

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source



BARRE A MOSCOU

A quelques jours de l'ouverture de la Conférence de Belgrade (qui a pour objet l'application des accords d'Helsinki), l'URSS, principalement par la voix de Gromyko, déverse à toutes les tribunes internationales (celle de l'Assemblée générale de l'ONU par exemple), un flot de paroles sur la détente.

Ainsi mardi, à l'ONU, Gromyko a estimé que «la détente devient l'élément clé de l'évolution des relations internationales», et il a demandé à tous les membres de l'ONU de s'y engager solennellement par une déclaration.

La détente est le rideau par lequel l'URSS masque

l'accélération de la course aux armements dont on sait qu'elle s'active particulièrement en ce moment (bombe à neutrons côté USA, canon à protons côté URSS).

C'est derrière ce masque que l'URSS, tout comme l'autre superpuissance, prépare la guerre et cherche à endormir les peuples et notamment ceux des pays qu'elles convoitent.

C'est dans ce contexte que Barre se rend à Moscou, en commis-voyageur des monopoles français attirés par d'alléchants contrats.

La France de Giscard et Barre fait facilement le dos rond en contrepartie

Suite à la page 3

Le gouvernement veut expulser les immigrés

Les bourgeois qui nous gouvernent ont toujours besoin de trouver un bouc émissaire pour faire payer par d'autres ce qu'ils contribuent à créer eux-mêmes. Alors que le chômage ne cesse de s'étendre, Stoléro - le secrétaire d'Etat auprès du ministre de Travail - prétend que pour aider à y remédier il est nécessaire de porter «un coup d'arrêt à l'immigration». Nombre de nos frères immigrés sont expulsés parce qu'ils sont

chômeurs. Mais le gouvernement table plus sur ce qui est moins voyant : pousser les immigrés à retourner dans leur pays. Pour cela, il avait lancé il y a quelques mois l'opération raciste baptisée «Aide au retour». C'est un échec complet, malgré la carotte consistant à attribuer un «pécule» de 10 000 F aux chômeurs immigrés qui partiraient.

L'opération vise cette fois un million d'immigrés ; la même «offre de

10 000 F» serait faite à partir du 1er octobre à tous ceux qui ont une activité de 5 ans et plus en France.

Stoléro annonce également la suspension pour trois ans de l'immigration familiale et l'arrêt de la délivrance de toute carte de travail. Mais il fait des exceptions : les réfugiés vietnamiens, laos et cambodgiens. Ceux-ci sont en général des partisans des anciens régimes fantoches des Américains ! On voit l'utilisation politique que voudrait en faire le gouvernement français, dans les entreprises où ils sont concentrés : des commandos de briseurs de grève. Dans ce cas, les immigrés ne sont pas trop nombreux !

Pour les autres, les flies sont mis sur le pied de guerre. Les ratonnades et crimes racistes risquent de se multiplier, jusqu'à ce que le gouvernement considère que la situation soit «normale» (?) !

Stoléro a également lancé une attaque contre ce qu'il ose appeler les «faux étudiants» étrangers dans l'université ! Les organisations étudiantes progressistes sont donc également visées. Français-immigrés un même ennemi : le capitalisme !

Editorial

Marchandages sur le dos des travailleurs

Après l'échec des négociations, des trois partis dits de gauche, sur la réactualisation du Programme commun, le parti de Marchais cherche à en faire porter la responsabilité au Parti socialiste et vice-versa. C'est dans ce sens que la direction du Parti «communiste» veut mobiliser ses troupes, et c'est pourquoi il organise ce mercredi un meeting à la porte de Pantin.

Cette offensive n'est pas tombée du ciel. En mars dernier, la «gauche» a progressé aux municipales face à une droite largement discréditée par sa politique antipopulaire. A cette occasion, le PCF, bien que ne progressant pas du point de vue des voix, a fait son entrée dans un certain nombre de conseils municipaux où il n'était pas auparavant. Comme dit le proverbe : «L'appétit vient en mangeant» !

Suivant la mise en garde de Mendès-France, vieux renard de la politique sociale-démocrate, les partis dits de gauche ne devaient plus se contenter de promesses alléchantes : ils leur fallait essayer de rendre le Programme commun plus crédible.

Le PCF essayant toujours de se faire passer pour le parti des travailleurs, afin d'obtenir un meilleur rapport de forces dans l'Union de la gauche a, dès le début mai, lancé son opération «chiffre du Programme commun» ; juste à la veille du débat télévisé Fourcade-Mitterrand. A quelques jours d'intervalle, le PCF demande que la question de la réactualisation du Programme commun datant de 1972 soit abordée au plus vite. Selon le parti de Mitterrand, ce sont seulement quelques aménagements secondaires sur les quels il faut passer rapidement.

Au congrès de Nantes du Parti socialiste, les 17, 18 et 19 juin, la tendance CÉRES (qui est proche de la ligne du PCF) est écartée de la direction du Parti. La tendance Mitterrand l'emporte.

En juin, est jetée sur le tapis la question de la répartition des ministères en cas de victoire de la «gauche» en 1978. Alors que les dirigeants «socialistes» qui viennent de tenir leur congrès estiment qu'ils doivent être répartis en fonction du résultat des urnes (avec un partage proportionnel), les «communistes» demandent que ce soit 1/3 pour chacun des partenai-

res en s'octroyant certains postes qui les intéressent. Voilà qui est clair : la réactualisation c'est bien la question du partage du pouvoir !

Mais comment le PC pourrait-il appeler les travailleurs à le soutenir sur un tel terrain ?

C'est donc sur d'autres aspects de ce partage que va porter le débat. Cette contradiction, qui pourrait vite devenir explosive, a été mise momentanément sous la table.

Commencées au milieu de l'été, les discussions entre «les 15» (cinq dirigeants de chaque parti) sur la réactualisation, cristallisent les divergences sur la question des nationalisations. Les dirigeants soi-disant communistes prétendent qu'elles sont la «clé du changement démocratique» et font des concessions sur d'autres divergences aussi importantes que la défense nationale ou sur l'Europe pour être en position de force sur les nationalisations. La question des nationalisations, c'est pour eux non pas de permettre la démocratie, mais d'étendre leur propre pouvoir sur la classe ouvrière.

Rappelons que lors d'un débat télévisé entre Marchais et Fourcade, Marchais avait voulu démontrer que la nationalisation du pétrole était le seul moyen d'éviter la mainmise sur ce secteur par les puissances de l'argent, que c'était «vital» qu'il soit rajouté aux 9 grands groupes prévus par le Programme commun. Lors de la réactualisation, il y a renoncé, ses grandes tirades de la veille sont parties en fumée. Ses partenaires ont bien compris sa tactique et eux aussi veulent défendre leurs intérêts.

Dans tout cela, les intérêts des travailleurs les trois partis bourgeois de la «gauche» s'en moquent.

Ni le PCF, ni le PS, ne veut servir de force d'appoint à l'autre. Marchais veut s'appuyer sur les travailleurs, non pour défendre leurs intérêts, mais pour gérer le système capitaliste, pour se hisser au gouvernement.

Aucun de ces vieux partis ne défend les intérêts des travailleurs, ils sont à rejeter en bloc. Nationalisations ou pas, l'avenir de la classe ouvrière dépend de ses propres luttes et de son organisation en tant que classe la plus révolutionnaire.

Afrique du Sud APRES L'ASSASSINAT DU DIRIGEANT NOIR STEVE BIKO LA COLERE GRONDE

Les manifestations se sont succédées lundi et mardi à Dimbaza, cité africaine de 12 000 habitants

proche de King-Williams où fut enterré dimanche le jeune dirigeant noir Steve Biko assassiné dans les prisons de Vorster. Lundi, un jeune noir a été tué, par balles par la police, mardi, les jeunes de la ville ont incendié des bâtiments administratifs et des véhicules.

Lundi aussi, deux flics ont été tués par les manifestants à East-London.

Malgré les arrestations qui se multiplient (1 000 étudiants jetés en prison à Fort Hare parce qu'ils avaient participé à une cérémonie interdite à la mémoire de Steve Biko) la jeunesse noire étend son mouvement pour l'abolition du système d'éducation séparée pour les noirs.

Ainsi à Mamelodi (cité africaine de 300 000 habitants près de Pretoria), à Atteridgeville, Sausville, New Brighton, etc. les cours sont boycottés et les écoles secondaires paralysées, à l'exemple de Soweto.

Par ailleurs, diverses infirmations indiquent une présence accrue de guerrilleros. Ainsi le peuple d'Afrique du Sud se dresse toujours plus contre l'odieux régime raciste de Vorster.

PILLARDS CAPTURES

Les chalutiers soviétiques sévissent dans toutes les mers du monde

Dans la semaine qui vient de s'écouler, 5 d'entre eux, pêchant à l'intérieur des eaux territoriales argentines ont été arraisonnés avec quelques 2700 tonnes de poisson à bord !

Et ce n'est pas la première fois non plus que les pays spoliés réagissent fermement : Ce grand pillard des mers ne dévalisera pas impunément les eaux de pays même bien plus petits et les peuples ne toléreront pas qu'il fasse partout la loi.

Le 8 octobre 1977 LA CHINE 1 AN APRES LA MORT DU PRESIDENT MAO De 15 H à 24 H à la Mutualité Programme

Grande salle : 15 h à 16 h Films
16 h à 17 h 30 Meeting
17 h 30 à 18 h 30 Documentaires
22 h 30 Grand film : La milicienne de la mer.

1er étage : Expo-photo, papiers découpés, buffet
Salle 3 Forums : vivre et travailler en Chine
19 h 15 à 20 h 45 : Les Chinois dans leur quartier.
21 h-21 h 30 : La Chine un an après la mort de Mao Tsé-toung.

Salle G : Présentation de films super 8 des AAFC et témoignages directs.

Palais des enfants de 15 h à 19 h - Entrée 10 F



«Littérature chinoise»

Une pièce sur la lutte des femmes en Chine
«Le soleil qui monte»

Le «Soleil qui monte», c'est le titre enthousiaste d'une pièce chinoise qui montre le rôle qu'ont joué les femmes dans le développement du champ pétrolier de Taking (centre pétrolier donné en exemple à toute la Chine par le président Mao lui-même).

La pièce se passe au début des années 60, au moment où Krouchtchev avait arrêté toute l'aide russe à la Chine. C'est à cette époque que fut décidé de faire de Taking une grande exploitation pétrolière. Dès lors, affluèrent vers Taking un grand nombre d'ouvriers venus de toute la Chine avec leurs familles. Devant le développement du champ pétrolier, le Comité de Parti, suivant l'enseignement du président Mao : «Pourvoir à tous nos besoins en nourriture et en vêtements en comptant sur nous-mêmes.», mobilisa les ménagères pour transformer la steppe de la région en champs fertiles.



Le mouvement était lancé : cinq femmes équipées en tout et pour tout d'une pelle chacune, se mirent à défricher la steppe pour cultiver des céréales. Leur exemple fut suivi par beaucoup d'anciennes ménagères, qui se mirent à labourer pour nourrir toute la population de Taking.

Elles apprirent la maçonnerie, et se mirent à construire des villages en pisé (terre mouillée) pour abriter les nouvelles familles des travailleurs. Chou En-lai tira ainsi le bilan de cette expérience : «Associer l'industrie et l'agriculture, la ville et la campagne, développer la production et faciliter la vie quotidienne».

La pièce aborde la lutte que les femmes ont menée pour pouvoir participer à la production et faire la révolution. La pièce montre bien quelles luttes les femmes ont dû mener contre les vieilles idées. Même le héros de Taking, l'homme de fer, dit au début que les femmes sont un fardeau pesant. Il progressera et changera sa conception devant les prouesses accomplies par les femmes qui sarclent plus vite que les hommes, qui prennent en main la construction du village avec des crèches et des dispensaires. Il sera bien aidé en cela par Kouotéh Ying, sa femme, instructeur politique des femmes.

Cette lutte a renforcé le district de Taking et en même temps, a élevé le niveau de conscience des travailleurs du champ pétrolier. La pièce a été interdite par les Quatre, elle vient d'être rejouée devant le président Houa ainsi que dans toute la Chine.

On en trouve le texte dans «Littérature chinoise No 10». Un numéro à ne pas manquer - En vente aux Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville - Paris 20^e ; à la Force du Livre - 33, rue René Leynaud - Lyon 1^{er}.



Animées d'une ardeur sans pareille,
Nous ne craignons ni le ciel ni la terre !
Nous nous sommes bien acquittées de nos tâches,
Du labour de printemps et du sarclage d'été,
Et nous avons gagné un fanion d'honneur !
Qui prétend que les femmes ont des reins en caoutchouc ?
Nous allons construire nous-mêmes toutes nos maisons en pisé !
Nous sommes résolues à gagner cette bataille !
Les responsables doivent tenir compte de ce que nous voulons.
Les femmes de Taking font la révolution,
Et renverseront tous ceux qui entreveront leur marche !



«Pékin Information» No 37-38
DEUX ARTICLES DU PRESIDENT
MAO TSE-TOUNG

Dans «Pékin-information» No 37 et 38, daté du 15 septembre 1977, sont édités deux articles du président Mao.

Le premier, écrit le 13 décembre 1963, se donne pour but de mettre en avant un style de travail correct qui consiste à mener des enquêtes, à remettre en cause son propre travail afin de progres-

ser. Sur la question de savoir, si l'impérialisme et tous les réactionnaires sont de vrais tigres (1er décembre 1958).

Mao Tsé-toung explique dans cet article comment on peut appliquer la dialectique pour déterminer et comprendre la nature de l'impérialisme.

Mao explique que l'impérialisme et les réactionnaires sont à la fois de vrais tigres et des tigres en papier, c'est à dire qu'il sont à la fois dangereux et méprisables. Les vrais tigres se transforment en tigres en papier; par exemple la bourgeoisie était un vrai tigre avant sa prise du pouvoir sur le féodalisme mais par la suite, ce tigre a reçu de sérieux coups de la part du prolétariat et peu à peu, il s'est transformé en son contraire : la bourgeoisie est devenue réactionnaires, rétrograde, le tigre est devenu tigre en papier.

Stratégiquement, on peut la mépriser car elle succombera nécessairement, mais pour qu'elle succombe, il faut la frapper, il faut instaurer la dictature du prolétariat. Or, tant qu'elle n'a pas succombé, il faut en tenir compte et la considérer comme dangereuse, dangereuse comme un tigre qui se débat pour survivre.

Mao explique que cette façon d'étudier, de comprendre, peut s'appliquer à l'impérialisme et aux réac-

tionnaires mais aussi aux phénomènes de la nature.

Il explique que même si nous sommes persuadés que nos luttes seront victorieuses, il faut prendre au sérieux toutes les difficultés qui nous assaillent et lutter

avec endurance. Le deuxième écrit le 1er décembre 1958 explique la nature de l'impérialisme et des réactionnaires. Tous deux montrent que c'est l'application de la dialectique qui permet d'appréhender correctement tous les problèmes et qui permet aussi de trouver les façons de les résoudre.

rie tirée de la pratique vécue, que seront résolus un à un tous les problèmes.

Mieux apprendre les uns des autres, surmonter la tentance à se confiner dans la

province de Hounan sur leur visite effectuée dans le Kouangtong pour se rendre compte de la situation de la production agricole dans cette province.

Mao Tsé-toung explique la raison pour laquelle le Comité Central a apprécié cette attitude qui consiste à faire des enquêtes ailleurs afin de se perfectionner.

Mao stigmatise tous ceux qui refusent de voir les aspects négatifs et qui ne mettent en avant que les succès.

«Le Comité Central a attiré à maintes reprises l'attention des camarades sur ce problème, estimant qu'un communiste doit adhérer au concept marxiste-léniniste - un se divise en deux - qui implique l'examen des mérites aussi bien que des défauts, de ce qui est juste comme de ce qui est erroné».

Ne voir que les succès, c'est se «confiner dans la routine et se gonfler d'orgueil», c'est raisonner de manière métaphysique (refuser que chaque chose ait deux aspects contradictoires). C'est refuser de faire son autocritique et craindre surtout d'être critiqué. Mao exhorte tous les militants communistes à agir de la même façon afin d'acquérir un meilleur style de travail plus efficace.



avec endurance.

Pour pouvoir mener toute lutte à bien, il faut réfléchir sur la nature, sur les lois qui régissent le monde et c'est grâce à cette théo-

routine et à se gonfler d'orgueil (13 décembre 1963).

Cet article fait suite à un rapport écrit par Li Jouei-chan et Houa kouo-feng du Comité de Parti de la

LE COMITE DE TOURS DE L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES organise

à l'occasion du 28e anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine Salle Balzac - Rue Baleschoux à Tours le 1er octobre 1977 à 20 h 30 une conférence-débat «APRES MAO, QUE DEVIENT LA CHINE ?» animée par Alain Bouc ancien correspondant permanent du journal «Le Monde» à Pékin ENTREE GRATUITE

•Égypte

L'URSS a cessé de fournir du charbon à l'Égypte, charbon «cook» nécessaire pour les fourneaux des usines de fer et d'acier. Un cargo russe transportant une cargaison de charbon et se dirigeant vers le port d'Alexandrie a changé de cap après avoir reçu l'instruction du gouver-

nement russe.

Par ailleurs, l'URSS exerce de fortes pressions sur la Pologne pour qu'elle arrête ses fournitures de charbon à l'Égypte. Voilà une preuve éclatante du «soutien» de l'URSS aux pays en voie de développement en lutte contre l'État sioniste d'Israël.

•RFA

La répression s'accroît

La Démocratie chrétienne d'Allemagne va demander à la cour constitutionnelle fédérale d'interdire trois partis accusés d'anticonstitutionnalisme. Les trois organisations se réclament du marxisme-léninisme : il s'agit du KBW (Fédération communiste d'Allemagne), du KDP (ml) (Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste) et du KDP (Parti communiste d'Allemagne).

Cette demande sera transmise à la cour constitutionnelle par le Bundestag (Un Chambre du parlement allemand) où la

Démocratie chrétienne a la majorité.

Ce fait marque un nouveau pas dans l'accroissement de la répression en Allemagne.

L'affaire Schleyer est un élément qui sert la bourgeoisie allemande car elle permet de justifier de telles mesures prises à l'encontre des organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

Nous devons condamner ce genre d'action désapprouvée par l'ensemble du peuple car elles ne résolvent en rien les difficultés de ce dernier. Au contraire, elle le contraignent à vivre dans une répression toujours plus accrue.

Communiqué de l'Union des étudiants éthiopiens en France

«Une action de protestation...»

Ce mercredi 28 septembre 1977, les étudiants éthiopiens à travers le monde soutenant les marxistes-léninistes du Mouvement socialiste pan-éthiopien (ME'ISONÉ), engagent une action de protestation commune auprès des ambassades d'Éthiopie.

Conformément au programme de RND, ME'ISONÉ a revendiqué et revendique dans l'immédiat les libertés démocratiques pour les masses populaires et lutte pour l'anéantissement de la bureaucratie. ME'ISONÉ œuvre pour que soit reconnu dans les faits, le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées et lutte contre le chauvinisme de grande nation.

Par conséquent, soutenant fermement ces justes revendications, les étudiants éthiopiens organisés aux États-Unis (UPE-SUNA), l'Union des étudiants éthiopiens en Europe (UEEE), les étudiants éthiopiens du Canada, du Soudan, d'Égypte, de Chine ainsi que l'Union démocratique des femmes éthiopiennes en Europe, et l'Organisation des étudiants Oromo en Europe, s'opposent aux mesures de représailles menées par le DE RG contre les militants et sympathisants de ME'ISONÉ qui ont pris la clandestinité pour mieux faire avancer la lutte dans les conditions nouvelles. Ils exigent la libération immédiate des militants et sympathisants de ME'ISONÉ emprisonnés. Ils exigent l'arrêt immédiat de toutes mesures de répression contre ME'ISONÉ. Union des étudiants éthiopiens en France



Petites phrases

Pisani, sénateur socialiste, dans le très socialiste journal «Le Matin», à propos de l'actuelle rupture de l'Union de la gauche :

Les socialistes et les radicaux de gauche doivent-ils, peuvent-ils passer outre et tenter de gouverner la France ? Oui. Mais dans le droit-fil du Programme commun.

Aussi dans «Le Matin», une confidence (nous dit-on) de responsables socialistes :

«Pas question de modifier le verdict des électeurs par un prétendu rééquilibrage des forces en donnant aux communistes les moyens de contrôler avec la CGT l'appareil de production.»

Traduisez : nous aurons plus de voix aux élections, renforçons notre pouvoir à ce niveau en bloquant celui du PCF dans les entreprises nationalisées.

Krasucki, secrétaire confédéral de la CGT : *«Je n'imagine pas un seul instant que les hommes politiques de gauche n'aboutissent pas à un accord, pour la simple raison qu'il n'y a pas d'autre issue à nos yeux.»*

Pour la confédération CGT non plus, il n'y a pas de solution de rechange, semble-t-il. La lutte classe contre classe, Krasucki ne l'envisage pas.

•Nice Après Spaggiari, voici Lahovary...

Et toujours l'ombre du Médecin malade de la pègre

Une tentative de hold-up vient d'échouer lamentablement à Nice. Ce ne serait pas extraordinaire si ce n'était pas la responsabilité de celui qui apparaît comme l'animateur de ce groupe de mal-fauteurs : Pierre Lahovary.

Pierre Lahovary, 33 ans, né à Alger, militant d'extrême-droite, considéré comme un vieux cheval de retour par la police, mêlé à une importante affaire de drogue, était professeur de karaté à la cité des Moulins au sein d'un organisme : Côte d'Azur-culture et Loisirs (CACEL).

par de bien tristes sires : Pastorelli, ancien militant d'extrême-droite, ancien responsable des relations publiques à l'Office HLM, Sali-

promise dans une affaire de pressions politiques sur les MJC de Nice.

Ce sont bien sûr des bruits qui courent... De même certains osent dire que l'extrême-droite participe activement à la mise en œuvre de la politique de Médecin et recevrait en conséquence pour ses services de substantielles gratifications !

que Médecin connaissait l'auteur de casse de Nice, Spaggiari, et Urbain Giaume autre individu arrêté peu de temps avant.

Lors de l'affaire du Palais de la Méditerranée, certains ont aussi parlé de bienveillance de la mairie, de liens de la mairie avec des milieux somme toute peu recommandables... comme Fraton, propriétaire de nombreux casinos.

Médecin tente de se justifier dans les colonnes de son torchon «L'Action-Nice Côte D'Azur», mais les bruits courent toujours. On murmure même de plus en plus haut que la majorité voudrait bien se débarrasser de ce collègue encombrant. De là à chercher de nouvelles sources de revenu pour une campagne électorale qui s'avère pleine de difficultés, on peut tout supposer... Ce qui fait dire que le hold-up avorté avait pour but de financer cette campagne électorale. Mais encore une fois, ce sont des calomnies n'en croyez rien !



Cette organisation, lancée à grand frais avec l'argent des contribuables de la ville, est patronnée bruyamment par la mairie de Nice (ici apparaît pour la première fois le nom de Médecin...) Cette organisation constitue le fer de lance d'une opération visant à mettre sous la coupe du maire et de sa bande les jeunes des quartiers populaires.

Accaparant la plus grande partie des subventions culturelles et des mètres carrés sociaux des HLM, cette organisation est patronnée

con, ancien président de l'AGEN, association modérée (selon Médecin), maniait la barre de fer et pratiquant l'agression nocturne sans modération aucune, (selon d'autres) ; Hélène Mattéi, chef de cabinet de Jacques Médecin (tiens, encore lui...) récemment com-

Mais ce ne sont que des bruits. Pensez-vous, un homme comme Médecin, si honnête... et au gouvernement en plus !

Les mêmes calomnieurs avaient fait courir le bruit

Barre à Moscou

SUITE de la page 1

ne lui sera pas plus utile que devant Carter ! Nous verrons jusqu'où l'équipe actuelle des monarques français poussera l'esprit de capitulation, l'esprit de Munich.

Il importe que notre peuple, face à la superpuissance la plus dangereuse, rejette l'illusion de la détente et se prépare à une guerre mondiale dont les facteurs croissent aujourd'hui au rythme de la course aux armements et des discours ronflants de Brejnev ou Gromyko sur la détente.

Barre, qui est revenu les mains vides de Washington, devra être encore plus « sage » s'il veut vendre ses Concorde : le soutien du PCF

Schwartz, députés «communistes» de Moselle et Meurthe-et-Moselle. Certes, c'est le gouvernement Barre qui annonce ce miraculeux sauvetage et Giscard en tire quelque vanité, mais, au déjeuner où Giscard l'avait invité, mardi, Depiètri, l'a modestement indiqué : «Nous avons été les initiateurs des mesures qui viennent d'être prises».

Décidément, des «communistes» du genre Depiètri, c'est capable de convaincre même un Giscard ! Allons donc !

Les «sauveurs» de la Lorraine

La Lorraine est sauvée ! D'ici 1979, 13 000 emplois auront été supprimés dans la sidérurgie (soit bien près de 20 000 si l'on compte les activités annexes), mais nous aurons une sidérurgie compétitive.

Et d'ici 1984, 8 000 emplois seront créés par Renault et Peugeot-Citroën.

Voilà au moins une certitude : les milliers de chômeurs qui peuplent déjà la Lorraine gardent toutes leurs chances de voir leur nombre sensiblement renforcé dans les années qui viennent !

Et à qui la population lorraine devra-t-elle adresser ses remerciements ?

A messieurs Depiètri et

Décidément, des «communistes» du genre Depiètri, c'est capable de convaincre même un Giscard ! Allons donc !

Il n'est pour les travailleurs de sauveur qu'eux-mêmes. Le jour viendra où ils sautont remercier ceux du genre Depiètri comme il convient.

Travailleurs immigrés Descente de flics dans un foyer

La police a pris prétexte d'une enquête pour trafic de faux papiers pour faire une rafle dans un foyer de travailleurs immigrés au 216 rue Saint-Denis à Paris. Refusant de présenter tout mandat de perquisition, les policiers ont bloqué pendant une heure et demi l'entrée du foyer, interdisant tout tact avec l'extérieur.

Sous prétexte de vérifier leurs papiers d'identité et leur titre de séjour les flics ont emmené avec eux, en repartant, dix résidents interpellés au cours de la perquisition. Ces temps-ci, les actes d'agression contre les travailleurs immigrés se multiplient : attentats racistes dans le

18ème, à Peyrolles dans le Sud-Ouest où des vigiles accompagnés de chiens ont agressé de jeunes Algériens, incendies criminels dans plusieurs foyers etc... Alors que certains partis politiques en tirent argument pour demander, comme le fait le PCF dans le 18ème arrondissement de Paris, des interventions efficaces des forces de l'ordre, on doit une fois de plus constater ce fait : quand les flics ne sont pas directement les auteurs de certains d'acte d'agression (comme dans le 18ème précisément) ce sont de toute façon encore aux travailleurs immigrés et non aux racistes qu'ils s'en prennent.

Plissonnier s'est trompé de discours

Gaston Plissonnier, membre du bureau politique du PCF, a pris la parole devant quelques centaines d'immigrés rassemblés par la direction de la fête de l'Humanité, à Montreuil, dimanche.

Il a notamment parlé du retour de quelques immigrés expulsés de France et pour qui les dirigeants du PCF avaient mené une campagne. Il a dénoncé, avec beaucoup de mots ronflants, le racisme entretenu par le gouvernement. Il a vanté les mérites du PCF, seul parti des travailleurs face au gouvernement et au PS (c'est Plissonnier qui le dit).

A notre avis, il s'est trompé de discours. A propos de la lutte des travailleurs immigrés il aurait dû plutôt rappeler que les dirigeants du PCF ont voulu saborder la grève des loyers des résidents des foyers Sonacotra en négociant derrière leur dos. Il aurait dû oser dire devant ces travailleurs que les maires PCF de la banlieue parisienne demandent qu'on ne dépasse pas un certain seuil d'immigrés dans les villes qu'ils gèrent et que les autres n'ont qu'à rester chez eux.

Voilà le discours qu'il aurait dû tenir s'il voulait être fidèle à la réalité. Mais tel n'était pas le cas. Plissonnier a honteusement menti.



La presse révolutionnaire

De quoi est fait notre journal ? Quelle est sa matière vivante de chaque jour ? Les correspondances, si minimes soient-elles, de chaque lecteur ont leur importance.

CE QU'EN DISAIT LENINE «Les faits les plus ordinaires» ...

Dans «Que faire ?» (1902), Lénine définissait ainsi l'une des tâches du journal révolutionnaire :

«Il nous faut encourager tous ceux qui nous communiquent même les faits les plus ordinaires, dans l'espoir que cela augmente le nombre de nos collaborateurs dans ce domaine et nous apprendra à nous tous à choisir enfin des faits véritablement saillants» (...)

Puis Lénine prend l'exemple d'un agitateur révolutionnaire qui a une influence locale, autour de lui :

«... cet homme à terrer son talent s'il ne prenait soin de mettre tous les camarades russes

au courant du moindre progrès de son action afin de donner un exemple et un enseignement à des gens qui, dans leur masse, ne savent pas encore s'atteler à cette tâche nouvelle pour eux».

C'est ainsi que la collaboration de nos lecteurs, de chacun d'entre eux, nous est indispensable. La matière pour rédiger chaque journal, de même que l'argent nécessaire pour le continuer (60 millions avant la fin de l'année) c'est de chacun de vous qu'elle nous arrive chaque jour.

C'est cela la force de notre journal, sans cette force nous ne serions jamais rien.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !

Foyer calédonien Intimidations policières

Gros déploiement de force pour le procès mardi des résidents du foyer calédonien illégalement menacés d'expulsion après un an d'occupation.

Cars de flics et RG devant le foyer, cars de flics et RG devant le tribunal et intimidations multiples notamment dans la nuit de dimanche à lundi où la façade du foyer a été escaladée, avec échelle, par les flics qui ont arraché les banderoles mais n'ont pu pénétrer.

Le jugement est en délibéré et sera rendu mardi 4 octobre à 9 h.

Les résidents lanceront d'ici là un appel auxquels se doivent de répondre tous les révolutionnaires, anti-impérialistes, démocrates pour soutenir leur juste lutte contre le racisme et le colonialisme.



la France des luttes

Rencontre Séguy - Maire

Les conséquences de la cassure PC-PS

Durant des mois et des mois, les dirigeants des principaux syndicats, par la voix de Séguy et Maire entre autres, n'ont cessé de proclamer que les problèmes des travailleurs ne sauraient trouver de solution qu'avec la « gauche » au pouvoir.

« Une seule solution, le Programme commun », tel était leur principal mot d'ordre.

Il y a peu encore, à la télévision, les mêmes déclaraient au patron de la sidérurgie Ferry, que, la « gauche » au pouvoir, il aurait face à lui « le gouvernement et les syndicats unis », menace dont Ferry paraissait d'ailleurs peu ému !

Mais depuis, les tractations sordides entre les leaders des partis de l'Union de la gauche s'étalent au grand jour, révélant leur nature de marchandages pour le partage d'un pouvoir visé de part et d'autre dans le strict cadre du système capitaliste.

D'où un sérieux doute parmi les travailleurs quant aux perspectives offertes par le Programme commun et un gouvernement de « gauche » et même la crainte de se trouver désarmés face aux maux tout aussi aigus du capitalisme maintenu avec l'Union de la gauche. En effet, les syndicats, censés défendre les intérêts des travailleurs, seraient alors leurs principaux dirigeants associés directement à la gestion et au gouvernement !

Aussi les dirigeants en question changeaient alors nettement de ton : il s'agissait de briser ce courant parmi les travailleurs, courant que vise en fait à rejeter et à refuser la direction des états-majors des partis de « gauche » et leur mainmise sur les syndicats.

« Pas de répit pour l'action, les revendications n'attendent pas », clamait Séguy (VO du 12 au 18 septembre) ; « il s'agit pour la CFDT d'élargir à travers ses objectifs la porte des luttes dans les semaines à venir », écrivait Mercier, secrétaire national de la CFDT (Syndicalisme hebdo du 15 septembre).

Les uns et les autres multiplient les interventions pour affirmer leur indépendance à l'égard des partis de l'Union de la gauche.

Tout cela était peine perdue : à la rupture des tractations entre PC et PS, les choses étaient vite remises en place. Les dirigeants de la CGT reprenaient les positions du PC et leur défense tous azimuts : les pressions dans ce sens sur des militants et sections CFDT n'ont pas manqué ! Quant aux dirigeants de la CFDT, il reprenaient et défendaient les positions du PS, réprouvant une rupture qu'ils qualifiaient d'injustifiable de la part du PC.

Peine perdue en effet, tous leurs beaux discours ! Maintenant, ils débattent entre eux, avec moins d'éclat que les partis : il n'en est encore rien transpiré ! Mais, on s'en doute, au centre de leurs débats, il y a la rupture PC-PS. Pourront-ils s'unir, et sur quoi ?

Il leur faut en tout cas trouver autre chose qu'« une seule solution, le Programme commun » et ça ne doit pas être si facile !

L'avenir nous le dira.

Quoiqu'il en soit, les conditions sont encore meilleures pour que se développe le courant en faveur de l'indépendance des syndicats à l'égard des partis bourgeois dits de gauche, pour que se développe l'idée d'un syndicalisme révolutionnaire.

Qui sont les vrais « faux chômeurs » ?

La bourgeoisie de droite a ouvert la chasse aux « faux chômeurs » et autres « chômeurs milliardaires ». A Rennes, quatre vrais faux chômeurs ont été mis hors d'état de nuire.

Ce sont un cadre supérieur et trois directeurs qui, tout en touchant de substantielles indemnités de chômage se remplissaient les poches grâce à de louches combines qui leur permettaient de ne pas se faire trop voir.

Mais les choses se sont suées et la « justice » est intervenue. Cela appelle quelques commentaires.

Premièrement le nom de ces beaux messieurs n'est pas communiqué sans doute pour ne pas porter atteinte à leur moralité et leur renom. S'il s'était agi d'ouvriers, à plus forte raison s'ils avaient été immigrés leurs noms s'établiraient en gros dans les

journaux de la bourgeoisie.

Deuxièmement, il fallait que ce soit trop visible pour que des mesures soient prises.

Troisièmement, ces vrais « faux chômeurs » servent à justifier toutes les mesures de rétorsion à l'égard des 1 500 000 autres chômeurs qui eux ne peuvent même pas prétendre à un niveau de vie décent. De plus, ils ne bénéficient pas tous, loin s'en faut des 90%.

Ces messieurs eux les avaient. Pensez donc, eux ils ont des besoins, pas les ouvriers.

Seuls des capitalistes ou leurs suppôts peuvent se permettre de tels détournements de fonds car ils ont des appuis partout. Ils appartiennent à la même classe que Barre, à la bourgeoisie exploiteuse.

Citraën-Rennes

DEHORS LA CFT !

Il y a deux semaines ont eu lieu les élections professionnelles, à Citroën-Rennes. Les résultats dans le collège ouvrier sont les suivants :

- CFT : 24 sièges (moins un).

- CGT : deux sièges (plus un).

Chacun sait que depuis bien longtemps les résultats des élections à Citroën ne signifient rien. Sinon que la CFT y impose sa loi fasciste : vote sur « invitation », pression, truquages de bulletins, voilà comment ces hommes de main des patrons, haïs des ouvriers, ramassent presque tous les sièges.

Ceci avec la bénédiction des services de l'inspection du travail qui a refusé de contrôler le déroulement des élections. Dans ces conditions, la ligne de la CGT consistant à grignoter des voix aux élections professionnelles tout en attendant le salut d'un gouvernement de gauche est bien dangereuse.

Car elle laisse intacte la répression CFT. C'est au service de cette ligne de capitulation que les dirigeants CGT utilisent le travail militant courageux des élus de base : soumis aux agressions, mise à pied, etc. Pour justifier l'échec de cette ligne, le PCF ne trouve rien d'autre que d'en rejeter la responsabilité sur les travail-

leurs de Citroën. On peut lire dans « Bretagne nouvelle » (journal des fédérations bretonnes du PCF) « Il y a des travailleurs qui ont nos idées, qui ont même la carte du PCF et qui, dans l'isolement, craignant l'appareil policier de la direction, votent pour la CFT. »

Voilà où conduit la ligne PCF : à capituler devant la CFT.

La voie de l'organisation des travailleurs à Citroën,

**Commandez
notre
nouvelle
brochure (5f)**

**Citraën,
bagne
capitaliste.
De la révolte
à la lutte
organisée**

c'est celle de l'organisation clandestine, pour pouvoir opposer un jour au patron une résistance organisée, un véritable syndicat de combat pour l'abolition de la dictature capitaliste. C'est dans cette voie que luttent les communistes marxistes-léninistes de Citroën, comme ils l'expliquent dans la brochure : « Citroën, bagne capitaliste ». Chez Citroën, les ouvriers écraseront la CFT !

1917—1977
OCTOBRE AUJOURD'HUI

Rassemblement national

**A l'occasion du 60^e anniversaire
de la Révolution d'Octobre**

Le 6 novembre 1977

de 13 H à 22 H

à la Mutualité, rue St-Victor

Métro Maubert-Mutualité

Organisé
par **L'Humanité
Rouge**

• Créteil, St Maur, Thais

Grève des loyers dans 3 foyers ADEF

L'ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux) construit et gère des foyers où logent beaucoup de travailleurs immigrés. Ces foyers sont placés sous le contrôle d'organismes

patronaux. Bien sûr, il existe un restaurant ADEF au foyer, mais les repas y sont trop chers et puis il faut bien préparer la gamelle pour le lendemain.

Chaque bâtiment est

loyers, suppression du règlement intérieur, des chambres de un ou deux uniquement, renvoi du gardien raciste du bâtiment C, statut de locataire.

Lors de la première rencontre du Comité de grève



mes patronaux. Alors que la grève des résidents des foyers Sonacotra se poursuit avec vigueur, les résidents de trois foyers ADEF ont entamé une grève des loyers : à Créteil, à St-Maur et à Thais.

Au foyer de Thais, avant l'augmentation de juillet, le loyer par lit était de 240F dans une chambre de trois personnes d'environ 14 m². A l'annonce de l'augmentation, les résidents ont décidé la grève des loyers et se sont organisés.

C'est plus de 600 travailleurs qui sont parqués dans les trois bâtiments de Thais dans des conditions aussi déplorables que celles des foyers Sonacotra : six douches et une cuisine de 25 m² pour 30 résidents. Le soir, c'est la guerre

placé sous la surveillance d'un gardien chargé de faire respecter le règlement intérieur. Évidemment, au chapitre des « devoirs » des résidents (par exemple : pas de visite après 22 h) aucune entorse n'est tolérée, tandis que les droits des résidents sont bafoués. Récemment, un travailleur étant malade, le gardien a refusé d'appeler le médecin, ce sont les résidents qui ont dû aller le chercher par leurs propres moyens, puisqu'il n'y a pas de téléphone public dans le foyer.

Turcs, Tunisiens, Algériens, ils ont élu leurs délégués par nationalité. Le Comité de grève composé des délégués est le représentant des résidents.

Les revendications sont les suivantes : baisse des

avec la direction, la CGT, présente, a appelé à l'arrêt de la grève faisant ainsi ouvertement le jeu de l'ADEF. Après l'échec de sa tentative de sabotage, la CGT dans un tract, appelle les résidents à se regrouper autour d'elle.

Lest résidents ont immédiatement réagi en dénonçant les pratiques de la CGT ils appellent à la vigilance face à toute organisation qui tentera de se substituer au Comité de grève, seul représentant des résidents.

Face à la volonté de l'ADEF de briser la grève, une seule réponse : l'unité des résidents autour de leur Comité de grève.

Soutenons la grève des loyers des résidents des foyers ADEF jusqu'à satisfaction des revendications !